



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 26/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAPEC

Zac de la Varenne
Rue du Torpilleur Sirocco
BP 40 CEDEX
63300 Thiers

Références : 20240725-RAP-63-0757-Inspection-SAPEC
Code AIOT : 0016300069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2024 dans l'établissement SAPEC implanté RUE DE L'AVENIR ZI DU BREUIL 63300 THIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objet de décliner l'action régionale coup de poing sur les rejets aqueux. Un point a également été fait sur la surveillance des PFAS dans les rejets aqueux et le Plan d'Utilisation Rationnelle de l'Eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPEC
- RUE DE L'AVENIR ZI DU BREUIL 63300 THIERS
- Code AIOT : 0016300069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAPEC 1 est spécialisée dans le traitement de surface nickel/zinc très utilisé dans l'industrie automobile en remplacement du chrome dur utilisant du Chrome 6. Courant 2023, deux lignes de production ont été arrêtées (les lignes BM 1800 et tonneau 101) dans l'attente de prochaines commandes.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface
- Surveillance PFAS
- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005 , article 4.3.9	Demande d'action corrective	1 mois
9	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005 , article 9.1.2 et 9.2.3.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.3.5	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.3.6.2.1	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 9.2.3.1	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 9.2.3.3	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 9.2.3.1	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise un suivi rigoureux de ses rejets aqueux : les périodicités d'analyses et de transmission des résultats sous GIDAF sont respectées. L'exploitant est invité à transmettre systématiquement ses commentaires lors des déclarations Gidaf sur les dépassements constatés et à mieux exploiter les campagnes d'analyses effectuées par le laboratoire externe pour identifier toute dérive dans ses propres analyses.

Pour ce qui concerne le fonctionnement du site en période de sécheresse, l'établissement dispose d'un PURE validé et mis à jour, lequel devra être mis en œuvre en cas de restrictions préfectorales. Il doit travailler sur la fiabilisation de la détermination du volume prélevé sur le milieu (cours d'eau le Breuil).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux schémas des réseaux ont été mis à disposition lors de l'inspection. Sur le premier représentant l'ensemble du site, les canalisations suivantes sont présentes : circuit eau réfrigérée, circuit eau recyclée, circuit eau industrielle, circuit eau de ville. Le réseau des eaux pluviales n'est pas représenté. L'exploitant indique que la ville de Thiers a procédé au repérage du cheminement des eaux pluviales grâce à des traceurs il y a environ 2 ans.</p> <p>Le point de prélèvement depuis la rivière est bien présent sur le plan : un premier bassin est rempli par pompage, puis l'eau se déverse par surverse dans un second bassin depuis lequel l'eau industrielle est utilisée pour le process. Ce second bassin est aussi alimenté par la récupération d'une partie des eaux pluviales.</p> <p>Le séparateur à hydrocarbures, nouvellement installé, n'est pas représenté sur le plan.</p> <p>Le second schéma représente la station d'épuration, où l'ensemble des réseaux sont présents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre à jour le plan des réseaux du site en y incluant les point manquants, mentionnés dans les constats.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005 , article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet repérés sur le plan annexé au présent arrêté qui présentent les caractéristiques suivantes (Cf le tableau de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 14/04/2014).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de rejet des eaux de procédé (c'est à dire les effluents détoxiqués de la station d'épuration et les effluents du laboratoire) se trouve au niveau de la station d'épuration. Les effluents se déversent bien, sans encombrement et sans formation de mousse. Les rejets sont envoyés vers la station d'épuration de Thiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.3.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, pH, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements sont effectués au niveau du point de rejet dans la station de traitement et est facilement accessible.</p> <p>Afin que l'exploitant puisse réaliser ses mesures journalières, ce point de prélèvement est équipé:</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'une sonde qui permet la mesure du débit en continu, -d'une machine préleveur isotherme qui permet de réaliser des échantillons sur 24 heures (une quantité d'eau de 300 mL est prélevée toutes les 15 minutes), en vue de l'analyse des différents paramètres (pH, température, polluants). <p>Le jour de l'inspection, le préleveur isotherme contenait une quantité d'eau prête pour être</p>

<p>analysée. La machine indiquait que le prochain échantillon serait prélevé à 15h28.</p> <p>L'exploitant dispose d'un laboratoire interne, dans lequel il effectue les analyses des métaux par spectrophotométrie. L'ensemble de la station est suivi depuis un ordinateur, qui affiche en temps réel le pH, la température et le débit du rejet. Selon l'exploitant, le paramètre le plus important à suivre est constitué par le pH.</p> <p>Les prélèvements sont donc réalisables sans difficulté, que ce soit par l'exploitant ou par un organisme extérieur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.</p> <p>Ces mesures sont effectuées au rejet des eaux résiduaires vers le réseau de collecte de la station d'épuration de Thiers (milieu récepteur n° 1).</p> <p>Elles portent sur les paramètres suivants et aux fréquences suivantes (tableau de l'APC du 02 août 2021)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi en continu pour le pH, la température et le débit.</p> <p>L'exploitant réalise un prélèvement sur 24h grâce à son préleveur automatique et effectue les analyses en interne dans son laboratoire de manière journalière et hebdomadaire pour les paramètres: nickel, zinc, cyanures, aluminium, chrome III, chrome VI, fer, cobalt.</p> <p>Un organisme extérieur intervient trimestriellement pour refaire les analyses des paramètres susvisés et compléter avec le contrôle des MES, fluor, nitrite, azote, phosphore, DCO, HCT et AOX.</p> <p>Le dernier contrôle externe trimestriel date de juin 2024 et les dates des prochaines analyses, en septembre et décembre 2024, sont déjà prévues.</p> <p>Les périodicités de contrôle des polluants sont conformes à l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 4.3.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires vers le réseau de collecte de la station d'épuration de Thiers (milieu récepteur n° 1) et après épuration, les valeurs limites en</p>

concentration et flux ci-dessous (voir tableau dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/08/2021)
définies, contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Constats :

En 2023, quelques dépassements en pH ont été remarqués. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un problème de sondes et que les sondes ont été changées. Depuis, aucun dépassement en pH n'a été relevé. Des dépassements ponctuels sur les paramètres Zn (concentration maximale à 5,23 mg/L en juillet 2023 pour une VLE à 3 mg/L) et un dépassement en Cr VI (concentration de 111 µg/L en juin 2023 pour une VLE à 100 µg/L) ont aussi eu lieu en 2023 mais n'ont pas été commentés sur Gidaf. En séance, l'exploitant explique que le dépassement sur le Cr VI est lié au dosage de la Javel, qui est utilisée pour réguler le niveau de nickel dans la station de traitement.

En 2024, aucun dépassement en Zn n'a été recensé. En juin 2024, un dépassement sur la teneur en Al (concentration de 6,22 mg/L pour une VLE de 5 mg/L) et un sur les MES (47 mg/L pour une VLE fixée à 30 mg/L) ont été relevés sans être commentés sur Gidaf. En séance, l'exploitant a expliqué que :

- pour les MES, cela était dû à des petites particules qui se colmatent dans le filtre à charbon et qui peuvent remonter à la surface de l'effluent;
- pour le dépassement en Al, cela était dû à un surdosage en du coagulant FLOQUAT PAC 18.

Le jour de la visite, l'inspection a relevé les valeurs suivantes sur le pilotage de la STER à 15h10 :

- pH: 8,26
- T: 25,7°C
- débit de rejet: 2,92 m³/h.

Fin 2023, la régie des eaux de Thiers avait alerté SAPEC 1 et l'inspection sur des teneurs en métaux retrouvées dans les boues de la station communale. Depuis que SAPEC 1 a installé un filtre à charbon actif en sortie de sa station de traitement en février 2024, la régie de Thiers n'a pas signalé d'anomalie dans les boues de STEP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit commenter systématiquement les dépassements observés sur Gidaf en recherchant les causes et en indiquant les mesures prises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 9.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue mensuellement une synthèse de la surveillance de ses émissions et l'adresse dans le mois suivant les mesures ou suivant la réception de leurs résultats à l'inspection des installations classées.

Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF).
Constats : Les transmissions GIDAF sont réalisées régulièrement selon la fréquence de l'arrêté préfectoral. L'exploitant veillera à indiquer ses commentaires pour expliquer l'origine des dépassements et les actions qui ont été mises en place pour les corriger.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats des contrôles de recalage, effectués par un laboratoire externe, abordés dans le point "Mesures comparatives" seront à distinguer dans GIDAF de l'autosurveillance effectuée en interne. Deux déclarations pourront ainsi être réalisées pour un même mois, l'un comportant les résultats des analyses internes, l'autre comportant les résultats du laboratoire externe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2005, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques. Ces mesures sont effectuées au rejet des eaux résiduelles vers le réseau de collecte de la station d'épuration de Thiers (milieu récepteur n° 1). Elles portent sur les paramètres suivants et aux fréquences suivantes (tableau de l'APC du 02 août 2021)
Constats : Le débit est suivi en continu par un radar au niveau du point de prélèvement. Sa valeur est visible au niveau de l'ordinateur de contrôle (2,8 m ³ /h au moment de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée :

<p>Article 33 de l'AM du 30/06/2006</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son autosurveillance, l'exploitant procède lui-même à la constitution des échantillons sur 24h à l'aide de la machine préleveur isotherme. Le laboratoire CARSO intervient tous les trimestres pour effectuer son propre prélèvement et les analyses des différents paramètres à suivre dans l'arrêté préfectoral. Il dispose d'une accréditation et d'un agrément pour la matrice "eaux résiduaires".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mesures comparatives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2008, article 9.1.2 et 9.2.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives sur les rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.1.2: "Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à ses frais à des mesures comparatives, selon des méthodes normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. ..."</p> <p>Article 9.2.3.2 Les mesures prévues à l'article 9.1.2 portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides ; elles portent sur l'ensemble des paramètres du tableau ci-dessus et aux fréquences indiquées colonne 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les trimestres, le laboratoire CARSO intervient pour effectuer des campagnes d'analyses sur les paramètres suivis en journalier et hebdomadaire par l'exploitant et sur d'autres paramètres suivis en trimestriel. L'exploitant indique que les débits sur les rejets mesurés par CARSO sont bien inter comparés avec les mesures internes. Toutefois, il n'effectue pas de comparaison sur les paramètres suivis en journalier et en hebdomadaire puisqu'aucune analyse interne n'est réalisée lors du contrôle par le laboratoire externe. L'exploitant précise que des vérifications périodiques</p>

des appareils de mesures qu'il utilise pour les analyses sont effectuées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place des mesures comparatives lors des visites trimestrielles de l'organisme extérieur et ce, pour les paramètres suivis en journalier et en hebdomadaire : pH, température, débit, nickel, zinc, cyanures libres, aluminium, chrome III et VI, fer, cobalt. Ces mesures comparatives pourront, par exemple, se faire en prenant un double de l'échantillon de l'organisme extérieur, le jour de sa venue et/ou un double de l'échantillon de l'exploitant en alternance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les trois campagnes de mesures des PFAS dans les rejets aqueux du site ont été réalisées en décembre 2023, janvier et février 2024 par le laboratoire CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON, conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Les résultats d'analyses ont bien été saisis sous GIDAF. Aucun PFAS n'a été détecté lors de ces campagnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2024, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : ... ➤ Autres usages économiques : En période d'alerte et d'alerte renforcée, sont exemptés de restrictions : ... les établissements classés ICPE dont les prélèvements nets annuels sont supérieurs à 40 000 m ³ , disposant d'un plan d'utilisation rationnelle de l'eau (PURE) validé ou déposé et datant de moins

de 5 ans (voir annexe 6) ;

...

Constats :

L'établissement SAPEC 1 dispose d'un Plan d'Utilisation Rationnelle de l'Eau qui a fait l'objet d'une validation en 2023. L'inspection rappelle que ce document requiert d'être actualisé au regard des éléments de consommations et de rejets pour l'année 2023, des investissements réalisés (sondes pH plus fiables, mise en place d'un filtre à charbon notamment). De plus, l'inspection informe de la signature du nouvel arrêté cadre sécheresse (ACS) départemental le 17/06/2024, qui introduit un zonage des eaux souterraines en plus des eaux de surface. SAPEC 1 est donc concerné par le zonage 7 (Dore aval) pour les eaux superficielles et le zonage D (Socle Dore aval) pour l'alimentation en eau potable.

Dans la mesure où l'établissement dispose d'un PURE validé, il peut bénéficier des exemptions prévues à l'article 8.2 de l'ACS et doit mettre en œuvre les actions de son plan en cas de restrictions. A partir des niveaux alerte renforcée et crise, l'exploitant est tenu de déclarer toutes les semaines ses consommations et rejets d'eaux sur l'interface GIDAF (onglet Gestion de l'eau à paramétrer).

A l'issue de la visite, l'exploitant a précisé les compléments apportés au PURE et transmis une nouvelle version qui n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. Il a notamment modifié les dispositions prises en période de crise, en réduisant sa production de 2 jours par semaine, ce qui réduit sa consommation d'eau de 15 %.

Au titre de l'année 2023, l'exploitant indique avoir prélevé 9600 m³ d'eau, cette valeur étant obtenue grâce au compteur situé en aval des 2 bassins d'alimentation d'eau : le premier bassin se remplit depuis la rivière Le Breuil et alimente par surverse un second bassin de 100 m³ (remplissage fixé au maximum à 70 m³) lequel recueille également des eaux pluviales. De ce fait, le volume prélevé directement sur les eaux superficielles est estimé en déduisant une valeur approximative liée à la pluviométrie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à poursuivre sa réflexion pour fiabiliser la mesure du volume d'eau prélevé sur les eaux superficielles : mise en place d'un compteur sur la descente d'eaux pluviales, pose d'une tuyauterie au niveau de la surverse avec un compteur, etc...

Type de suites proposées : Sans suite